

A PR È S DE GAULLE



Edition du

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section française de la IV^e Internationale)

Numéro spécial de « La Vérité des Travailleurs »

Octobre 1961

Dans cette brochure, le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) expose les causes du régime gaulliste et les conditions (programme, moyens, objectifs) de son renversement. Plusieurs questions théoriques et politiques ne s'y trouvent mentionnées que de façon succincte. D'autres brochures seront consacrées par le P.C.I. à ces questions.

APRÈS DE GAULLE

Le régime de Gaulle, qui a maintenant plus de trois ans, connaît une usure certaine. Il n'a pas encore réussi à terminer la guerre d'Algérie ; il se débat dans une série ininterrompue de conflits avec diverses classes et couches de la société (ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants, anciens combattants). La question de sa succession est d'ores et déjà discutée : d'une part, l'O.A.S. avec ses méthodes fascistes essaie par tous les moyens, y compris l'assassinat, de précipiter les événements. De l'autre, on assiste à des tentatives de regroupement, de mises au point de formules politiques de remplacement dans les formations qui ont des bases plus ou moins étendues parmi les masses populaires. Les cercles politiques de la bourgeoisie proprement dite, sont, eux, circonspects, attentistes. Sur le flanc droit de celle-ci, cela se traduit par le silence d'un Pinay et de la plupart des Indépendants, ou dans quelques conseils du *Figaro* au gouvernement. Sur son flanc gauche, cela fut exprimé de la façon la plus nette dès le printemps dernier par le rédacteur de politique intérieure du *Monde*, J. Fauvet, à qui on posait la question : « Si de Gaulle venait à disparaître, que resterait-il de ce régime ? » et qui répondait en ces termes :

« Rien, actuellement rien !... Je crois que de Gaulle aura été nécessaire pour régler l'affaire d'Algérie. La mise en vacances d'une certaine forme de démocratie était une nécessité aussi... Mais ne nous engageons pas plus loin dans cette voie, et attendons : 1) que l'affaire d'Algérie soit réglée ; 2) que de Gaulle s'en aille. Et ensuite on verra bien ! »

Pour donner une réponse correcte à la question : « Après de Gaulle ? », il nous faut tout d'abord comprendre ce qu'est le gaullisme et comment il est arrivé au pouvoir. Car ce n'est pas exactement un accident de l'histoire. Il correspond à une certaine nécessité du capitalisme français qui a pu triompher en raison de la politique suivie par les directions des grands partis et syndicats ouvriers. Il est indispensable de le comprendre, de comprendre les raisons profondes de la défaite ouvrière de 1958 pour définir une politique d'avenir qui empêche le renouvellement du passé et qui assure une issue positive et stable, en faveur des masses travailleuses, à la crise du régime gaulliste.

I. — LE CAPITALISME A LA RECHERCHE DE « L'ETAT FORT »

Qu'est-ce que le régime gaulliste ? A cette question, on sait que la direction du P.C.F. répond : c'est le pouvoir des monopoles, et elle propose comme solution de rechange une « démocratie renouvelée » qui limiterait ou contrôlerait la puissance des monopoles.

La réponse : « le gaullisme, c'est le pouvoir des monopoles » est inadéquate. En régime capitaliste, le pouvoir est *toujours*, en fin de compte, entre les mains des capitalistes les plus puissants, c'est-à-dire des trusts, des monopoles. Cela est vrai qu'il s'agisse d'un gouvernement démocratique parlementaire (Troisième et Quatrième Républiques en France, gouvernement conservateur ou travailliste en Angleterre), d'un gouvernement bonapartiste, de pouvoir personnel (régime Pétain ou régime de Gaulle), ou d'un régime fasciste (Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne).

Dans toutes les formes politiques du système capitaliste, les monopoles, les trusts dominent nécessairement le pouvoir par leur puissance économique, y compris sur les capitalistes moyens et petits. En quoi consiste donc la différence entre ces diverses formes politiques ?

Le grand capital, les monopoles, ne dominent pas d'une manière quelconque, mais à travers des rouages économiques, politiques et sociaux, variables avec ces formes politiques différentes, lesquelles permettent ou ne permettent pas, suivant les cas, aux différentes classes et couches sociales de faire valoir leurs revendications et leurs aspirations.

La forme traditionnelle du pouvoir en France était la démocratie parlementaire. Elle comportait pour la classe ouvrière des avantages indéniables que les marxistes ont toujours reconnus. Mais ils ne manquaient pas, en même temps, de souligner la nature de classe et les limites étroites de cette démocratie bourgeoise (voir plus particulièrement Lénine « *L'Etat et la Révolution* »).

Un tel régime de démocratie parlementaire ne s'est, dans l'histoire, montré possible que pour des pays capitalistes arrivés à un haut degré de développement économique et quand ils étaient dépourvus de grandes contradictions. L'histoire montre que l'apogée de la démocratie parlementaire a été atteinte en Europe vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, c'est-à-dire lors de l'épanouissement du capitalisme de libre concurrence. Depuis son entrée dans l'ère des monopoles, dans l'ère impérialiste, le capitalisme mondial a connu une succession de convulsions (guerres mondiales, crises...) dans lesquelles le régime parlementaire, là où il s'était implanté, a connu un déclin, parfois même un effondrement, en faveur de régimes plus ou moins autoritaires. Ajoutons que la démocratie parlementaire ne s'est établie de façon stable dans aucun des nombreux nouveaux pays indépendants apparus depuis une quinzaine d'années : ceux-ci ont soit éliminé le système capitaliste, soit recouru à des régimes bourgeois dictatoriaux.

Mais considérons le cas de la France elle-même. La crise du régime de démocratie parlementaire a commencé avec le coup de force du 6 février 1934. Depuis lors, les vicissitudes politiques ont été nom-

breuses, sur la gauche et sur la droite (Front populaire en 1936, régime Pétain en 1940, Quatrième République en 1944-45, Cinquième République en 1958). Aucun de ces régimes politiques n'a montré de stabilité. Mais il apparaît très nettement que le capitalisme français n'a cessé de s'orienter vers des régimes autoritaires, vers « l'Etat fort » pour employer une expression courante dans le vocabulaire politique en France, qu'il a été contrecarré par de grandes poussées ouvrières qui mirent en péril son hégémonie sur la société, et qu'il n'accepta dans ces périodes le rétablissement des formes démocratiques parlementaires que comme un moyen lui donnant le temps de retrouver son souffle, pour reprendre sa marche vers « l'Etat fort ».

Nous ne pouvons dans le cadre d'une courte brochure exposer en détail tous les aspects de la crise du capitalisme français (1). En résumé celui-ci sortit de la deuxième guerre mondiale avec des structures économiques très surannées (outillage vieilli, concentration en retard par rapport à d'autres capitalismes...). Si les gouvernements ne cessèrent alors de changer au gré du déplacement du rapport des forces sociales, la direction économique resta tout le temps entre les mains des représentants du grand capital qui orientèrent l'économie suivant les « plans » célébrés à grand fracas (plan Monnet, etc.). Ceux-ci visaient, en premier lieu, à moderniser, grâce à un ensemble de mesures, les secteurs de base du capitalisme (aciéries, houillères, chemins de fer...) et quelques grandes industries. Cette politique économique a donné des résultats : les aciéries, les houillères, les chemins de fer de France supportent la comparaison avec les entreprises capitalistes étrangères les plus modernes. Mais ces secteurs ainsi modernisés, extrêmement dynamiques, se heurtent sur le marché français aux anciennes structures. En effet, les acquis technologiques réclament, pour une application rentable concurrentielle, la constitution d'unités de production plus importantes que par le passé. Et certes, si chaque groupe industriel s'efforce d'accroître ses exportations au maximum, il se heurte aux concurrents étrangers confrontés avec les mêmes problèmes. Ce qui revient à dire que le maintien et le développement des industries capitalistes ne sont plus possibles qu'en partant d'un marché national élargi, permettant la production de grande série à des prix compétitifs sur le marché mondial.

Or, l'élargissement du marché national ne peut signifier seulement un accroissement de richesse des classes moyennes. Celles-ci sont en proportion relativement limitées et profitent de l'essor économique d'après-guerre. Elles sont maintenant largement pourvues en vêtements, automobiles, frigidaires, appartements; leur appétit a aussi des limites. La demande de ce côté ne peut plus se développer qu'assez lentement. Quant aux achats de machines et d'équipement des petits industriels, de machines agricoles des paysans, c'est en réalité du développement de la grande industrie qu'ils dépendent. Il s'agit donc pour les divers capitalismes européens d'asseoir à long terme leur puissance sur une élévation globale de la consommation, y compris celle de la classe ouvrière. Pour cela plusieurs moyens sont mis en

(1) Voir « Introduction » à la réédition en 1958 de « Où va la France ? » de L. Trotsky.

œuvre. Il s'agit tout d'abord d'élever le niveau général de la productivité car, en dernier lieu, le coût de la force de travail, des salaires, de l'ensemble de la classe ouvrière en dépend. Il faut donc supprimer les entreprises arriérées, opérer une concentration, ceci signifie bien entendu le déclassement d'une partie de la moyenne bourgeoisie. Il faut aussi que les marges bénéficiaires des commerçants soient diminuées globalement. Enfin les produits agricoles doivent arriver moins cher sur la table des ouvriers.

Mais il est clair que l'expropriation de fait d'une partie de la payannerie pauvre va la contraindre à aller chercher du travail dans les villes, c'est-à-dire à introduire sur le marché de nouvelles bouches, à accroître ce marché.

Il est bien évident que ceci n'est que la tendance générale qu'appelle la situation économique, mais que l'élévation du pouvoir d'achat global de la classe ouvrière se traduira partiellement par un accroissement de celle-ci. De surcroît, ceci n'empêche nullement qu'à tel moment critique où la situation lui est politiquement favorable, la bourgeoisie ne fasse payer à la classe ouvrière les frais qu'engendrent modernisation et concentration. Mais ce rajeunissement des structures économiques françaises, souhaité depuis longtemps, entrepris dès avant de Gaulle, devait créer avant qu'il ne soit terminé une inquiétude générale dans les classes moyennes.

La concentration — Marx l'a démontré irréfutablement — est une tendance inhérente à la nature du capitalisme. Mais l'aile la plus concentrée du capitalisme français, sous peine d'étouffer dans sa modernisation faute de débouchés, ne pouvait attendre que le processus de concentration s'opère de lui-même. Pour le stimuler et l'accélérer, l'Etat est un instrument puissant, mais à condition que sa structure s'y prête. Ce n'était pas le cas en régime de démocratie parlementaire de la Quatrième République.

Ce régime reposait sur l'appui des couches moyennes, sur l'exploitation du prolétariat et des peuples colonisés par la grande bourgeoisie. Des protections diverses et multiples, légales ou de fait, assuraient aux partis bourgeois les votes et la bonne volonté des petits industriels, commerçants et paysans. Dès lors que des menaces précises se firent jour sur leur statut, le fonctionnement des institutions parlementaires s'en trouva compromis. Le personnel politique, les députés, se faisaient davantage les porte-parole des intérêts limités, fragmentaires, conservateurs, de leurs mandants, que les législateurs de la grande bourgeoisie, oubliant même les intérêts généraux de l'ensemble de la classe bourgeoise. Chacun a en mémoire la paralysie du Parlement de la Quatrième République devant les betteraviers, distillateurs, transporteurs routiers, etc. Les partis ouvriers purent dès lors jouer sur les antagonismes parlementaires pour obtenir de petites satisfactions ou surtout empêcher la constitution d'une majorité acquise aux intérêts de la grande finance.

Sous la Quatrième République, une tentative fut faite pour surmonter ces obstacles sans toucher fondamentalement aux formes parlementaires. C'est Mendès-France qui l'entreprit. On se souvient qu'il s'efforça de faire exercer une certaine pression populaire sur le Parlement pour lui faire voter des mesures de modernisation et un programme économique très voisin des objectifs recherchés par les diri-

geants de l'économie de la Cinquième République. Nombreux sont d'ailleurs les hauts fonctionnaires des services économiques de l'Etat qui, sous de Gaulle, n'ont fait que continuer à mettre au point et à poursuivre les plans élaborés quand Mendès-France était président du Conseil; et la campagne engagée récemment par Mendès-France et ses amis pour un régime présidentiel n'est nullement fortuite. Ce que le grand capital reprocha à Mendès-France, ce n'était pas ses objectifs mais ses moyens. Le grand capital n'avait pas confiance dans la possibilité d'utiliser sans danger social la pression des masses contre les secteurs capitalistes retardataires: pour obtenir cette pression, il faut procéder à une certaine mobilisation des masses. Qui peut garantir qu'elles se tiendront dans les limites voulues? Le grand capital pensait qu'il était bien préférable, pour obtenir un « Etat fort », de recourir à une forme qui a aussi sa tradition en France, le pouvoir bonapartiste d'un homme présenté comme providentiel, qui gouverne sans s'embarasser de formes parlementaires, qui dispose d'un prestige auprès des masses, surtout auprès des masses les plus arriérées politiquement, et qui peut ainsi substituer au système parlementaire un système de pouvoir plébiscitaire.

Un tel régime a, aux yeux de la bourgeoisie, pour avantage de réduire le poids des partis ouvriers, tout particulièrement du Parti communiste français qui occupait une place importante sur l'échiquier parlementaire de la Quatrième République, et de permettre aussi de passer outre aux désirs de certaines catégories particulières parmi les capitalistes.

Il ne suffit pas au grand capital de vouloir un nouveau régime politique, il lui faut encore disposer de circonstances propices à l'élimination du régime parlementaire et pouvoir les exploiter. A partir de 1954 notamment, cette aspiration à « l'Etat fort » était manifeste. Mais on peut noter aussi une prudence — qui d'ailleurs allait déclinant — sur la possibilité d'y parvenir. De Gaulle lui-même, encore dans les premiers mois de 1958, était sceptique quant à ses chances de retour au pouvoir (2).

Les nécessités du capitalisme français constituent la cause profonde qui provoqua la venue du régime gaulliste, mais c'est la guerre d'Algérie qui créa les conditions propices à son instauration.

En effet, la poursuite de cette guerre accentua le discrédit du régime parlementaire (à la suite de la décomposition de la majorité élue le 2 janvier 1956 pour faire la paix, et qui fit exactement le contraire). Au 13 mai, le régime s'effondra, les cadres de l'armée à Alger faisant cause commune avec les « pieds-noirs » contre le gouvernement. L'art de de Gaulle et de l'équipe du grand capital qui le soutenait (les Chalandon, Pompidou, etc.) fut d'utiliser à ce moment une situation confuse, de faire penser à chacun que de Gaulle réaliserait ses objectifs en Algérie, aux uns en écrasant le F.L.N., aux autres en répondant favorablement aux aspirations du peuple algérien, et d'obtenir ainsi l'avalissement complet du Parlement devant le « grand homme ».

Une fois arrivé au pouvoir, de Gaulle, s'il avait pour but d'en finir

(2) Voir plusieurs livres et déclarations d'hommes politiques (Soustelle, Lacoste, etc.) consacrés au 13 mai 1958, à ses tenants et aboutissements.

avec la guerre d'Algérie, montra qu'il n'avait aucun plan à son sujet et qu'il avançait dans ce domaine de manière empirique, toujours avec retard sur la situation. Mais il assura le pouvoir d'une manière tout à fait dévouée aux intérêts de l'aile réduite mais très dynamique du grand capital aspirant à une concentration accélérée. C'est par une limitation préalable du standard de vie des travailleurs que le pouvoir commença, les mesures Pinay du dernier trimestre de 1958 entraînant un abaissement du pouvoir d'achat des ouvriers. Mais le régime gaulliste a pris également une quantité de mesures, grandes et petites, qui favorisent la concentration des entreprises, les grandes usines aux dépens des petites, les super-marchés et les prisunics aux dépens des petits commerçants, la concentration agricole aux dépens des petits paysans. Pour la première fois dans l'histoire de la France, on a vu un gouvernement bourgeois affirmer que le « lopin de terre » familial n'était plus quelque chose de sacré ! Bien que le pouvoir gaulliste ne soit pas très favorable à l'unification politique de l'Europe et lui oppose « l'Europe de patries », il s'est montré très audacieux sur le plan économique dans le Marché Commun européen, avançant même les délais d'abaissement des tarifs douaniers, ce qui est une façon de favoriser les puissants, les mieux placés, pour faire face à la concurrence des autres pays du Marché Commun.

Bien sûr, le grand capital a quelques inquiétudes sur certains aspects du régime gaulliste, non pas sur tel ou tel aspect controversé des rapports du gouvernement et de l'Assemblée nationale qui le préoccupent peu, mais sur l'absence de stabilité politique pour l'avenir. Le grand capital tire le maximum de profits des conditions actuelles. Les affaires vont bien, très bien même. Les profits s'accroissent.

Nous avons insisté sur le fait que le régime gaulliste répondait à des exigences profondes de l'économie capitaliste française, à des tendances profondes du grand capital, en vue de maintenir sa place dans le monde capitaliste. Mais le marxisme n'est nullement fataliste. Il ne faudrait pas conclure de ce que nous avons dit plus haut que l'avènement du gaullisme était inévitable. La marche de la société dépend de la lutte de forces sociales antagonistes. Le capitalisme, pour vivre et tenir sa place dans le monde, cherchait à établir un « Etat fort ». En face de lui se trouvait la classe ouvrière naturellement opposée à un Etat qui est fort à ses dépens. En 1944-45 de Gaulle avait déjà tenté d'établir une structure d'Etat analogue à celle de la Cinquième République ; et au début de 1946 il préféra partir pour Colombey, parce qu'il n'aurait pas pu surmonter les mouvements ouvriers qu'aurait suscités à l'époque une tentative d'« Etat fort ». De 1945 à 1958, la classe ouvrière a perdu progressivement l'initiative et a vu le rapport des forces entre les classes se détériorer à son désavantage. En 1958, l'arrivée de de Gaulle au pouvoir l'héberlua et la trouva incapable de réagir. Pis encore, une partie même des masses vit en lui l'homme capable de faire la paix en Algérie (rappelons-nous le référendum de septembre 1958, dans lequel plus d'un million et demi de voix se portèrent jusqu'alors sur les candidats du P.C.F. votèrent oui).

Pourquoi et comment s'est produite cette détérioration de 1945 à mai 1958 ? La réponse à cette question n'a pas seulement un intérêt historique. Il n'y a pas de force en soi du capitalisme, de faiblesse en soi du prolétariat. Capitalistes et ouvriers ont les uns et les autres des

directions politiques. Aucun prolétaire n'a de doute que ses exploités ont, à leur service, des hommes et des institutions qui savent les conseiller et les diriger (quoique non sans erreurs et luttes intérieures) pour exploiter toutes les faiblesses, toutes les erreurs, toutes les failles dans la classe ouvrière. Celle-ci a des directions diverses, opposées, dont les politiques servent ou desservent la classe ouvrière. Ce sont ces politiques que nous allons examiner de façon critique dans les pages qui suivent.

II. — LA DETERIORATION DE LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE DE 1945 à 1958

La lutte de la classe ouvrière se produit sur deux plans pratiques principaux :

- a) à l'entreprise, face à l'exploitation économique à laquelle elle est soumise ;
- b) dans les combats politiques proprement dits, sur les problèmes nationaux et internationaux qui se trouvent posés devant la société.

Nous allons donc envisager successivement ce que fut la lutte de la classe ouvrière française sur ces deux plans à partir de 1945, les problèmes et situations qui se présentèrent, ainsi que les mots d'ordre et réponses que proposèrent les directions se revendiquant de la classe ouvrière et du socialisme.

Mais il nous faut traiter une question préalable. A la Libération il y avait une situation particulière, en face de laquelle pratiquement les trotskystes furent seuls à dire que se posait le problème de la conquête du pouvoir par les travailleurs. Les directions des grandes organisations adoptèrent une autre orientation. Ultérieurement, nombre de militants ouvriers arrivèrent à la conclusion qu'on avait « loupé le coche ». Bien que tout n'ait pas été réglé par l'orientation prise en 1945, qu'il ait existé encore d'immenses possibilités révolutionnaires dans les années qui suivirent, la voie prise en 1945 fut en bien des points décisive dans la détérioration de la situation. C'est pourquoi, avant d'examiner les luttes à l'entreprise et les luttes politiques, nous voulons étudier ce qui eut lieu à la Libération.

1. A-t-on « loupé le coche » à la Libération ?

A la Libération, après cinq années de guerre, le pays était exsangue : économie dans le chaos, ravitaillement insuffisant et précaire, finances en désordre, chômage. Il faut tout remettre en route. Mais qui fera les frais de la guerre et au profit de qui la machine recommencera-t-elle à tourner ?

La bourgeoisie dans sa grande majorité avait en 1940 misé sur Pétain. Son passage au « double jeu » à la dernière minute n'avait rien enlevé à son discrédit. Les vieux partis bourgeois se terraient. Une formation nouvelle, le M.R.P., et la personne de de Gaulle furent les seuls remparts de la bourgeoisie à cette époque. Par contre, les travailleurs étaient puissants. Délégués et comités sont maîtres dans les entreprises. La C.G.T., alors unifiée, a plus de 5 millions d'adhérents.

La partie la plus active de la classe ouvrière suit le Parti communiste et le Parti socialiste alliés. La partie décisive de la population leur apporte ses suffrages, et même, aux élections de 1946, ils obtiendront la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Enfin et surtout, dans l'ensemble du pays la seule force réelle est composée de comités de libération et de milices patriotiques, qui sont en fait des comités des masses travailleuses et des milices ouvrières dans leur écrasante majorité.

Spontanément les comités tendaient à se regrouper, à s'unir dans des congrès locaux et régionaux où venaient à l'ordre du jour les problèmes de l'organisation de la société, de l'économie. Aucune force extérieure n'aurait pu empêcher de faire de ces comités et de leurs congrès les bases d'un pouvoir des travailleurs. L'application, dans ces conditions politiques, de mesures prévues dans le programme du Conseil National de la Résistance (nationalisations, etc.) aurait pu signifier le commencement de la construction du socialisme en France.

Mais ni le Parti communiste ni le Parti socialiste qui à ce moment marchaient la main dans la main n'appelèrent les ouvriers et les larges masses laborieuses à une telle action. Au contraire, la politique suivie par eux fut celle d'un abandon des positions occupées au bénéfice des patrons qui reprirent leur place de jadis dans les usines, de l'ancien appareil d'Etat bourgeois à peine débarrassé de quelques collaborateurs trop marqués.

De la part des dirigeants du Parti socialiste, une telle politique n'était en rien surprenante, car ce parti depuis longtemps n'emploie le mot de socialisme que pour évoquer une possibilité d'un avenir indéterminé, et toute son activité politique est conçue dans le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise. En ce qui concerne le P.C.F., bien qu'il eût collaboré avec des partis bourgeois lors du Front populaire et dans la Résistance, il n'avait pas jusqu'alors formellement renoncé à la conquête révolutionnaire du pouvoir et préconisé les voies parlementaires pour y parvenir. Mais c'est précisément à cette époque que Thorez mettra en avant ces idées, nouvelles pour un parti communiste, anciennes pour un parti social-démocrate réformiste. Laissons de côté pour le moment les causes de ce changement et voyons-en les conséquences.

L'histoire montre que, dans toute révolution, la bourgeoisie, ou une aile de celle-ci, une fois qu'elle s'est servie des masses, n'a rien de plus pressé à faire qu'à désarmer et dissoudre les formations armées des travailleurs. Dans le pays, la force réelle était constituée par les F.T.P. et les milices patriotiques, organismes composés essentiellement d'ouvriers et politiquement dominés par le P.C.F.

A la Libération, à la suite de ce qu'ils appellent « l'insurrection nationale », au lieu de faire assumer le pouvoir par les comités de masse, soutenus par les F.T.P. et les milices, les dirigeants communistes et socialistes entrent dans un gouvernement dirigé par de Gaulle.

Tout de suite, dès septembre 1944, de Gaulle décide la dissolution des milices patriotiques, tandis que les F.T.P. sont pratiquement dissous dans les formations militaires soigneusement encadrées constituées en Angleterre et en Algérie par de Gaulle (1^{re} D.B., 2^e D.B.). Le P.C.F.

commence — il est vrai — par s'opposer à la dissolution des milices, et le gouvernement est incapable de la réaliser, faute de forces capables de le faire. Mais, le 10 décembre 1944, le pacte franco-soviétique est signé, Thorez rentre en France, devient ministre de de Gaulle, et, au Comité Central du P.C.F. à Ivry, en janvier 1945, il déclare :

« La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irrégulièrement, ne doivent pas être maintenus plus longtemps. »

C'est à cette même époque, le 2 décembre, dans un grand meeting, qu'il prononce ces paroles mémorables :

« Un seul Etat, une seule police, une seule armée. »

Hélas, ce n'était pas un Etat ouvrier, une police exercée par les milices ouvrières, une armée prolétarienne dont il s'agissait. Les organismes qui furent ainsi reconstitués, on sait ce qu'il en advint : l'Etat gaulliste, la police de Dides, l'armée de Salan. Que les dirigeants « géniaux » ne viennent pas dire qu'ils n'avaient pas voulu cela ! Il était assez facile de le prévoir. L'Etat bourgeois n'a jamais conduit la société au socialisme.

Les ouvriers désarmés, non par des forces bourgeoises plus puissantes mais par la politique des organisations et directions en qui ils avaient confiance, la situation commença à évoluer, d'abord très lentement, puis plus rapidement, vers la liquidation des positions et conquêtes de la Libération. On avait vraiment loupé le coche. La situation révolutionnaire n'était encore pas liquidée, loin de là. Nous allons voir, notamment sur le terrain de la lutte dans les entreprises, comment, au lieu de redresser l'orientation, on s'est de plus en plus enfoncé face à un patronat reprenant chaque jour davantage d'assurance.

2. Dans les entreprises de 1945 à 1958

Après la Libération, les rapports entre patrons et ouvriers dans les entreprises étaient très tendus. Les ouvriers ne voulaient plus des anciennes méthodes d'exploitation ; face à la montée constante du coût de la vie, dans des conditions défectueuses de ravitaillement, ils avaient besoin de salaires plus élevés. Sous prétexte d'abord que la guerre n'était pas terminée, puis qu'il fallait remettre à tout prix en route la production, le gouvernement demanda aux ouvriers, et exclusivement aux ouvriers, les plus grands sacrifices. Au gouvernement, dirigé par de Gaulle, se trouvaient des représentants du grand capital (un René Mayer de la Banque Rothschild, un Dautry, un Pleven...), et des ministres « ouvriers » — des socialistes (Ramadier, Tanguy-Prigent...) et des communistes (Thorez, Croizat, Marcel Paul, Tillon). Ce sont les ministres « ouvriers », surtout les ministres communistes — qui avaient la plus grande audience parmi les travailleurs — qui obtiendront pendant toute une période les plus grands sacrifices des travailleurs. Cette période est désormais connue de tous les ouvriers

qui l'ont vécue du nom de « Produire d'abord ! ». L'expression complète était : « Produire d'abord, revendiquer ensuite », mais la deuxième partie à ce moment là passa complètement sous silence.

La bourgeoisie le reconnut. Le 30 août 1946, « Le Monde » écrivait :

« Il faut bien reconnaître que la rude discipline du Parti communiste et ses appels à la production ont permis de maintenir jusqu'à présent l'ordre social. »

Dans ses Mémoires, de Gaulle le dira en ces termes :

« Compte tenu des circonstances d'antan, des événements survenus depuis, des nécessités d'aujourd'hui, je considère que le retour de Maurice Thorez à la tête du parti communiste peut comporter actuellement plus d'avantages que d'inconvénients...

« ...Dès lors qu'au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire la société court moins de risques...

« Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France il aide à mettre fin aux dernières séquelles des « milices patriotiques » que certains parmi les siens s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti il s'oppose aux tentatives d'empiètement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. A ceux — nombreux — des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner pour consigne de travailler autant que possible et de produire coûte que coûte. Est-ce simplement par tactique politique ? Je n'ai pas à le démêler. Il me suffit que la France soit servie. » (Le Salut, pp. 100-101.)

A cette époque, Thorez se rend dans les bassins miniers pour y tenir des propos de ce genre :

« Un seul devoir : produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir de Français. » (Discours aux mineurs à Waziers, 22 juillet 1945.)

Les dirigeants de la C.G.T., pas tant les Jouhaux et Compagnie dont l'autorité sur les ouvriers va déclinant, que Frachon, Monmousseau, Croizat, etc., déclarent que « la grève est l'arme des trusts ». Aux travailleurs de la fonction publique, en décembre 1945, Henri Raynaud, secrétaire de la C.G.T., déclare :

« La grève générale serait une catastrophe pour le pays... Nous ne nous laisserons pas engager dans une telle voie. L'arrêt du travail d'une heure aujourd'hui est largement suffisant. Il faut produire d'abord. »

Certains conflits d'autorités se produisent dans les entreprises. Écoutons ce qu'en dit Croizat, dirigeant de la Fédération des Métaux et ministre du Travail :

« Il a été parlé d'un établissement d'Etat dans lequel on voulait faire élire les cadres par le personnel ; c'est la preuve qu'on n'a rien compris au véritable rôle des comités mixtes. Il ne s'agit pas pour eux de diriger les entreprises mais d'aider à les rénover par une production accrue. Il y a des patrons, des directeurs responsables de la production. C'est à eux alors de choisir leurs cadres, ceux à qui sont confiés les postes, à tous les échelons, sans quoi il n'y aurait plus d'autorité. Les comités mixtes sont avant tout l'expression du patriotisme dans le travail. »
(« Vie Ouvrière », 7 juin 1946.)

On ne peut plus clairement dire : chacun à sa place dans la société capitaliste. Mais, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse. Les salaires tombaient sans cesse et étaient en valeur réelle à peine moitié de ceux de 1940. Des revendications furent déposées, des grèves éclatèrent. Le syndicat de l'imprimerie-labeur parisien revendique l'échelle mobile des salaires. Juillet-août 1946 voit une grève nationale des postiers qui obtiennent une augmentation. En février 1947, ce sont les rotativistes parisiens qui font grève. Des mouvements se produisent aussi en province. Pendant toute cette période, la direction unanime de la C.G.T. (il n'y avait pas alors de scission ; Frachon et Monmousseau collaboraient avec Jouhaux et Bothereau sans aucune difficulté), les directions du Parti socialiste et du Parti communiste se présentaient unies devant les travailleurs pour s'opposer aux revendications, aux grèves. La situation ne commence à changer que pendant la grève Renault d'avril-mai 1947. Depuis lors, jusqu'au 13 mai 1958, la classe ouvrière a mené de très nombreuses luttes dans les entreprises. Il n'y a pas la place dans cette brochure pour écrire toute cette histoire. Mais il est possible de comprendre la marche de la lutte de classe en dégagant les principales luttes, celles qui ont eu un poids à l'échelle nationale, et de voir à leur propos les grandes étapes qui marquent la détérioration successive des positions ouvrières. Ce sont : la grève Renault d'avril-mai 1947, les grèves de novembre-décembre 1947, la grève des mineurs de 1948, la grève des cheminots, postiers... d'août 1953, la grève de Nantes de septembre 1955.

La grève Renault (avril-mai 1947)

Dans le courant d'avril 1947, un mécontentement se manifeste chez Renault, des pétitions circulent, avec la participation dans certains cas de militants syndicaux C.G.T., mais en dehors de toute intervention de la direction de la section syndicale. Le refus de la direction d'accorder une augmentation de salaire fait éclater la grève le 25 avril chez les 1.200 ouvriers du secteur Collas qui se répandent dans toute l'usine pour entraîner l'ensemble des travailleurs. Leur revendication principale est une augmentation de 10 francs de l'heure.

La direction syndicale s'oppose à la grève. Un comité de grève, qui est indépendant du syndicat, commence à diriger le mouvement. Le secrétaire de l'Union départementale de la C.G.T., Hénaff — qui occupe encore ce poste aujourd'hui — dans un meeting le 28 avril combat la grève et se fait huer par les travailleurs. La grève s'étend : 12.000 grévistes le 28 ; 20.000 le 29. La C.G.T., tout en reprenant à son compte la revendication des 10 francs, ne lance alors qu'un appel pour une heure de grève. Pendant la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, des incli-

dents se produisent entre des militants qui distribuent des tracts pour la grève et le service d'ordre de l'U.D.-C.G.T. Mais le mouvement est très puissant, il s'étend encore après le 1^{er} Mai, gagne d'autres entreprises de la métallurgie dans la région parisienne et même en province, et le 4 mai la C.G.T. se prononce à son tour pour la grève, en prend la direction et entame des négociations. Le 9 mai, sur la base d'un accord avec le gouvernement pour une prime de 3 francs de l'heure, la reprise du travail est votée par 12.075 voix contre 6.866. Le secteur qui avait été le premier à faire grève la poursuit pour le paiement des jours de grève et obtient encore, quelques jours plus tard, partielle satisfaction.

Dans cette grève, les ouvriers ne se sont pas heurtés directement aux forces de répression de l'Etat bourgeois, mais à leur propre direction (syndicale et politique) pendant une dizaine de jours. Il n'y a pas eu de combat avec le capital. Toutes les forces de la classe qui existaient à la Libération mais avaient été ligotées par la politique des directions parviennent, dans cette grève, à faire une brèche. Sous peine de perdre leur crédit et leur audience auprès des travailleurs, la direction du P.C.F. et les dirigeants syndicaux influencés par celle-ci doivent renoncer à la politique du « produire d'abord ».

Sur le plan politique, le résultat en est que le président du Conseil de l'époque, le socialiste Ramadier, met en demeure les ministres du P.C.F. de choisir entre le gouvernement et les grévistes. Au début de mai, Ramadier évince les ministres communistes du pouvoir. Ce seul fait témoigne que la bourgeoisie et ses agents dans la classe ouvrière se sentent un peu plus fort que deux ans auparavant, quand un de Gaulle lui-même se trouvait contraint de faire appel à la participation gouvernementale du P.C.F. Il y avait donc déjà eu détérioration du rapport des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, mais c'était encore peu de chose, et les événements vont presque aussitôt montrer qu'il était largement possible de redresser la situation.

Les grèves de novembre-décembre 1947

Pour la classe ouvrière, le départ des ministres communistes du gouvernement est quelque chose comme le desserrement d'un frein. Tout le mécontentement accumulé va se déchaîner. A partir de septembre, les manifestations et les grèves se multiplient à travers toute la France. Des revendications sont déposées, jusqu'à des augmentations de 25 %.

Mais le départ des ministres communistes ne signifia pas du tout de la part de la direction du P.C.F. une autocritique de son ancienne politique de collaboration avec la bourgeoisie. « *Le Parti communiste est un parti de gouvernement dont le programme et le langage n'ont pas changé et ne changeront pas selon que le Parti est ou non au gouvernement* », déclare Thorez au journaliste anglais Harold King.

Sur le plan international, c'est le début de la « guerre froide » : les Américains décident le Plan Marshall; les Soviétiques répliquent par la création du *Bureau d'Information* de neuf Partis communistes, qui n'aura qu'une courte existence. Le P.C.F. ne recherche pas autre chose qu'à faire pression sur la politique du gouvernement français.

Aussi en résulte-t-il que la puissante vague de grèves de novembre-décembre 1947 ne débouche sur rien. Les mouvements se déclenchent un peu partout vers la mi-novembre : grève à Marseille, grève dans la métallurgie parisienne, grève chez les mineurs du Pas-de-Calais, grève chez les cheminots, grève dans la R.A.T.P., grève des éboueurs, etc... Un demi-million de grévistes le 20 novembre, un million et demi le 26, quatre millions de 28... Mais à aucun moment ne vient le mot d'ordre tant attendu de *grève générale*. Chaque corporation ou industrie sort à un jour différent et retourne au travail à un jour différent. Cela durera jusque vers le 10 décembre. La reprise du travail se fait avec de maigres résultats : des augmentations minimales, des acomptes, qui ne correspondent pas à la montée du coût de la vie ; et surtout rien de ce qui pouvait être obtenu politiquement par un tel mouvement ne fut atteint.

« *Jamais la C.G.T. n'a lancé le mot d'ordre de grève générale* », affirme Frachon le 7 décembre. « *Vous prolongez volontairement les grèves revendicatives* », lance Croizat le même jour, tourné vers les bancs de la droite à l'Assemblée nationale. Or, le mouvement de novembre-décembre était l'irruption spontanée de tout ce qui avait été contenu à la fin de la guerre. Les ouvriers étaient prêts à exiger un gouvernement avec les communistes ayant un programme de lutte anti-capitaliste. Le mouvement de grève pouvait acquérir un caractère insurrectionnel (il le fut par endroits spontanément), mais les dirigeants du P.C.F. et de la majorité de la C.G.T. s'en défendaient. Ils protestaient de leur loyauté au régime auprès des dirigeants du P.S. et de la minorité de la C.G.T. qui se rangeaient ouvertement dans le camp bourgeois. Et ceux-ci, sous l'instigation des agents du gouvernement américain à Paris, faisant figure de représentants des syndicats américains, opèrent la scission syndicale et créent « **Force ouvrière** ».

Ainsi, un mouvement prometteur qui aurait pu aboutir à une lutte révolutionnaire pour le pouvoir se dilua en mouvements isolés les uns des autres, successifs, et les réformistes tirèrent profit d'une situation équivoque pour diviser les rangs ouvriers. Ainsi, l'année 1947 se termina par un échec de la classe ouvrière, et tout ouvrier qui a vu combien la division syndicale a pesé lourdement depuis lors comprend que les positions de la classe ouvrière ont subi en cette circonstance une détérioration sérieuse.

La grève des mineurs (octobre-novembre 1948)

Ouverte par la scission syndicale, l'année 1948 verra à nouveau se manifester la crise révolutionnaire de l'après-guerre par une série de luttes ouvrières qui culmineront dans la grève des mineurs en octobre-novembre. L'année 1948 sera d'ailleurs une année de tension et de crise sur l'échelle internationale : transformation de la Tchécoslovaquie en « démocratie populaire » (février), déclenchement de la « bataille de Berlin » (juin), rupture de Staline avec le P.C. yougoslave et exclusion de la Yougoslavie par le Bureau d'information (juin).

Le capitalisme français, profitant de sa victoire de la fin de 1947, engage l'offensive contre les conditions de vie des travailleurs ; en ce qui concerne les mineurs, il s'efforce de favoriser « **Force Ouvrière** »

contre la C.G.T. Une multitude de grèves éclate dans tout le pays, mais c'est sur une épreuve de force contre les mineurs que le gouvernement se concentre.

La grève, décidée par les syndicats C.G.T. seuls, commence le 4 octobre. Le gouvernement, pour la première fois depuis la fin de la guerre, emploie ses forces de répression, les C.R.S., sous la direction du ministre de l'Intérieur, le socialiste Moch. Ces forces sont encore limitées, elles seront déplacées d'un bassin minier à un autre. La lutte prit parfois des aspects voisins d'une guerre civile. Les mineurs restèrent plus d'une fois maîtres du terrain. Le 19 octobre, les fusillades commencèrent, un régime de terreur fut instauré, les communiqués gouvernementaux parlaient chaque jour de kilomètres carrés de « territoire libéré ».

L'assassinat de grévistes souleva la colère de la classe ouvrière. La grève générale était demandée dans de nombreuses entreprises. La direction de la C.G.T. y était opposée. Dans une « lettre ouverte de B. Frachon aux ouvriers de chez Chenard et Walker » diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires, ce mot d'ordre fut dénoncé, et on lui opposa la solidarité financière et matérielle envers les mineurs. Dans les industries et les entreprises où les ouvriers débrayaient, les dirigeants syndicaux s'empressaient de réduire les mouvements à des grèves de 24 ou 48 heures. Les 400.000 mineurs portèrent seuls tout le poids des coups du gouvernement. Le mouvement s'effrita. Au bout de six semaines, il n'y avait plus qu'un tiers des mineurs en lutte. Le 29 novembre, au bout de huit semaines, une désagrégation totale menaçait. Alors la Fédération des Mineurs donna l'ordre de reprise du travail. Plus de deux mille mineurs — dont presque tous les délégués à la sécurité — furent emprisonnés et condamnés.

Pour toute la classe ouvrière, ce fut une nouvelle détérioration de ses positions en face d'une bourgeoisie renforcée par sa victoire. La C.G.T. connut au début de 1949 une reprise moindre des cartes syndicales. D'autres grèves échouèrent.

Avec la défaite de la grève des mineurs, le mouvement ouvrier français subit un sérieux affaiblissement. La bourgeoisie passa à l'offensive. Un an au moins s'écoula avant que les mouvements revendicatifs commencent à se ranimer. Ils pouvaient — dans certaines conditions — marquer le début d'un retournement de la situation ; mais en fait, à partir de cette défaite il n'y aura pratiquement plus de luttes qui, si grandes soient-elles, constituent un assaut contre le pouvoir bourgeois. Au contraire, la bourgeoisie se consolidera davantage.

Août 1953

Nous passerons sur plusieurs grèves (R.A.T.P. en mars 1951, S.N.C.F.), pour en venir à la grève d'août 1953 des cheminots, postiers, services publics, fonctionnaires...

Il faut signaler qu'entre temps, à la suite des élections législatives de 1951, les partis bourgeois se sentirent assez forts pour constituer des gouvernements sans participation des socialistes, lesquels furent rejetés dans l'opposition. Tel était le chemin parcouru en cinq ans : d'une majorité communiste et socialiste à la mise dans

l'opposition de ces deux partis. La loi électorale frelatée l'explique en partie, mais cette loi électorale était, elle aussi, le produit de la dégradation de la situation.

En 1953, le gouvernement Laniel s'en prend à certains droits des fonctionnaires et travailleurs à statut. Il le fait en pleine période de vacances, espérant que l'affaire passera sans résistance effective. Les syndicats de toutes tendances appellent à des protestations limitées. Or, voici que la base des postiers F.O. à Bordeaux décide la grève illimitée le 4 août et le mouvement fuse comme une traînée de poudre. Le 7 août, 2 millions de grévistes ; 3 millions, le 12. Le pays est paralysé. Le gouvernement reste immobile, attendant l'épuisement du mouvement. Les syndicats, les partis ouvriers, surpris du mouvement, ne savent vraiment que faire. Ils demandent des négociations à un gouvernement qui feint de ne rien entendre, ils tentent d'obtenir la convocation du Parlement, mais ne proposent aucun objectif aux grévistes. Au bout de quelques semaines, les travailleurs sans perspectives reprennent le travail.

Le mouvement d'août 1953 comparé aux luttes des premières années d'après-guerre présente non pas une dégradation nouvelle mais plutôt un arrêt possible de l'offensive capitaliste, éventuellement le départ d'une contre-offensive ouvrière, d'autant plus que la guerre du Vietnam se prolongeait et avec elle la lassitude dans tout le pays. Mais il aurait fallu comprendre la situation nouvelle et l'exploiter, ce qui ne fut pas le cas. Les organisations ouvrières, à l'époque, étaient politiquement à la remorque de Mendès-France qui allait devenir président du Conseil pour quelques mois en 1954.

Nantes-Saint-Nazaire (1955)

Après l'année 1953 commence une période de bonne conjoncture économique qui, au début, entraîne une diminution des luttes. Puis les ouvriers voyant qu'il y a plein emploi, recommencent à revendiquer. En 1955 on connaîtra une nouvelle poussée gréviste dans le pays.

Face à la bonne conjoncture, la direction du P.C.F. et de la C.G.T., par crainte d'un développement des organisations réformistes, développe une théorie prétendument marxiste de la « **paupérisation absolue et relative** » de la classe ouvrière. Il est tout à fait vrai que la concentration capitaliste et le développement du machinisme provoquent un « appauvrissement relatif », c'est-à-dire **une diminution en pourcentage de la part des ouvriers dans le produit national**. Mais il n'est pas du tout vrai que cela veut dire que les conditions de vie des ouvriers se détériorent de manière absolue : les ouvriers peuvent vivre un petit peu mieux, tandis que les profits patronaux montent encore beaucoup plus vite. C'est ce qui s'est produit après 1953. Mais la direction Thorez, suivie par la direction de la C.G.T., enseigna à ses militants que les ouvriers étaient de plus en plus miséreux.

Une telle affirmation, allant à l'encontre des faits les plus évidents, il en résulta au moins deux conséquences : 1) tout d'abord l'autorité des militants et des organisations auprès des ouvriers diminua encore ; 2) tandis que les militants disaient aux ouvriers : les choses vont de mal en pis, ce qui était faux, ils ne leur disaient pas ce qu'il fallait, à savoir : il y a maintenant du travail, mais en régime capitaliste cela ne peut durer. Il faut profiter, maintenant

que le patron a besoin de notre travail, pour prendre des garanties pour l'avenir.

Au lieu de mettre en avant de grandes revendications (contrats collectifs, diminution des heures de travail...), la C.G.T. préconisa la « particularisation » des luttes, c'est-à-dire le dépôt de revendications à l'échelle d'un atelier ou d'une équipe même. Les luttes ne pouvaient dans ces conditions en général aller bien loin. Dans quelques cas, les patrons ne les attendaient même pas pour donner çà et là des augmentations qui, dans la bonne marche des affaires, ne leur coûtaient pas trop. Cette tactique allait d'ailleurs à la rencontre de la politique patronale qui entendait diversifier au maximum les salaires, leur base de calcul, précisément pour tenter d'empêcher que n'apparaissent des revendications générales et un mouvement d'ensemble.

Mais, dans certaines régions de France, pour diverses raisons, les conditions sont différentes, des conflits éclatent. Les plus sérieux se produiront dans la Loire-Maritime, à Nantes et Saint-Nazaire dans l'été 1955. Ces grèves prennent l'allure d'une épreuve pour tout le pays. Des bagarres se produisent. Le sang ouvrier coule. Les militants de base veulent appuyer les travailleurs de Nantes. Mais les directions traditionnelles font la sourde oreille, se montrent inertes. Dans la Loire-Maritime les ouvriers n'obtiennent guère satisfaction. Dans la région parisienne, la direction de chez Renault inaugure sa pratique des « accords d'établissement » qui ont pour but de paralyser les syndicats. Les dirigeants F.O. et C.F.T.C. s'y engagent volontiers ; la direction C.G.T. renâcle d'abord, mais comme elle n'a aucune politique générale à opposer, elle signe à son tour, plus tard.

Ainsi, la situation s'est dégradée davantage. Les patrons se permettent désormais d'ignorer souvent les syndicats, de renvoyer les délégués. Les ouvriers dans leur grande majorité ne sont plus organisés syndicalement, ils ne voient pas trop à quoi les syndicats leur servent, ils cherchent à se défendre individuellement. Il en est ainsi plus particulièrement dans l'industrie privée. Les syndicats vont être dans une proportion plus grande composés d'ouvriers à statut, de fonctionnaires, que de travailleurs de l'industrie privée. Les mouvements déclinent, et en 1958 — l'année du 13 mai — le nombre des grèves et des grévistes atteint les chiffres les plus bas.

3. Les luttes politiques

Parallèlement aux luttes revendicatives, la classe ouvrière fut engagée dans de nombreuses luttes politiques. Nous en laissons de côté un certain nombre (luttes électorales, défense des libertés démocratiques, laïcité...), non pas qu'elles soient à sous-estimer, mais la vie politique en France fut dominée par deux problèmes qui ont été vraiment décisifs : la question de la guerre ou de la paix, la question des guerres coloniales (Vietnam, Algérie). Voyons ce qui s'est produit dans ces domaines depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Guerre ou paix

Peu de temps après la fin de la deuxième guerre mondiale, l'alliance des démocraties capitalistes (Etats-Unis, Angleterre, France) avec l'U.R.S.S. fit place à la « guerre froide ». Les puissances capitalistes organisèrent l'alliance atlantique (l'O.T.A.N.) contre les Etats ouvriers.

Dans cette situation, le Parti socialiste se plaça sans aucune réserve au service du capitalisme. La scission syndicale, les alliances électorales du P.S., la politique internationale de ce parti — tout cela se situe dans le cadre de la politique atlantique. Le Parti socialiste a toujours subordonné les intérêts de la classe ouvrière aux exigences de cette politique de guerre du capitalisme.

Le P.C.F. s'est, dans cette situation internationale, placé du côté de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers, ce qui était tout à fait correct. Mais la politique qu'il a suivie à cette fin avait un caractère tel que, loin de servir la cause de la classe ouvrière et des Etats ouvriers, elle a abouti à des résultats opposés.

La politique atlantique se traduit par un intense réarmement, la recherche d'une association intime des armées capitalistes — par exemple au moyen de la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense), la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest. D'autre part, autour des années 1950, l'U.R.S.S. ne disposant pas encore d'un armement atomique, se trouvait très infériorisée militairement.

Sur le premier point, la politique du P.C.F. a été orientée — elle l'est encore — sur la recherche d'une aile de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie hostile à l'Allemagne, et qui contribuerait à infléchir la politique extérieure du gouvernement français dans un sens favorable aux propositions de la diplomatie du Kremlin. Cette politique était celle de la recherche d'une alliance avec les « bons Français ».

Sur le plan des armements, la politique du P.C.F. pendant une période consista à demander par des appels du type de l'« appel de Stockholm » l'interdiction des bombes atomiques, puis, quand l'U.R.S.S. eut aussi un armement nucléaire, à soutenir des propositions de désarmement général.

Autrement dit, la politique du P.C.F. combina le patriotisme « anti-boche », voisin du chauvinisme, avec le pacifisme. Cela n'avait rien de commun avec les conceptions de Lénine de lutte contre la guerre. Celles-ci, expliquant la guerre comme une fonction du capitalisme, dénonçaient tout patriotisme envers la nation capitaliste, toute illusion dans les possibilités d'un désarmement général, et enseignaient aux travailleurs que la paix ne pouvait s'obtenir qu'en éliminant le régime capitaliste et en instaurant une société socialiste mondiale. En d'autres termes, la seule vraie lutte pour la paix consiste dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

La direction du P.C.F. ne faisait que suivre la diplomatie soviétique dans toutes ses variations. Celle-ci ne poursuit plus depuis très longtemps des buts révolutionnaires. Représentant la couche bureaucratique conservatrice qui dirige actuellement la société soviétique, elle a substitué à la conception marxiste-léniniste de la classe ou-

vière, force motrice de la transformation socialiste de la société, une conception de développement graduel et pacifique, la « coexistence pacifique », dans laquelle les progrès décisifs seraient assurés avant tout non par la lutte révolutionnaire des masses mais par le développement de l'économie soviétique. La preuve que ce n'est pas nous qui attribuons gratuitement ces idées à la direction du P.C.F., c'est qu'elle-même l'a exprimée en ces termes au début même des Thèses du 16^e Congrès de ce parti :

« La caractéristique essentielle de notre époque, c'est que le système socialiste mondial devient le facteur DECISIF de l'évolution de la société humaine. »

(Citation reprise de la résolution de la Conférence des 81 Partis communistes, novembre 1960.)

Les progrès des Etats ouvriers peuvent être un adjuvant pour le développement de la lutte de la classe ouvrière des pays capitalistes, mais ils ne restent qu'un adjuvant, les combats ouvriers constituant toujours l'élément décisif.

Abstenons-nous de poursuivre une discussion théorique, qui pourtant serait d'un énorme intérêt, pour voir tout simplement les résultats d'une telle politique. En premier lieu, le capitalisme se montre résolu à maintenir son existence dans le monde par tous les moyens, y compris la guerre nucléaire ; il n'est pas disposé à faire siennes les idées marxistes sur les lois de développement des sociétés, comme Khrouchtchev le lui propose.

Au moment où nous assistons à une tension croissante, pleine des plus grands dangers, au moment où on s'approche du « bord de l'abîme », quels sont donc les résultats de tant d'années pendant lesquelles la lutte pour le pouvoir a été oubliée et une lutte pour la « paix » en soi lui a été substituée ?

Les appuis dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie sont, sinon tout à fait nuls, du moins sans force réelle dans le pays : un chanoine Kir, quelques bourgeois du « Mouvement de la Paix », ...voilà le résultat de beaucoup d'années ! La plupart d'entre eux, en cas de guerre, ne manqueront d'ailleurs pas de se mettre au service de leur capitalisme.

Dans la classe ouvrière, il y a une apathie considérable, et le désarroi s'étend jusque parmi les membres du P.C.F. Quel chemin parcouru depuis la manifestation contre Ridgway en mai 1952 ! Les militants sont toujours désireux de défendre les Etats ouvriers, mais il y a tant de choses qu'ils ne comprennent pas : la politique d'Ulbricht en Allemagne orientale, les campagnes « anti-boche » de leur direction, la reprise des expériences nucléaires par Khrouchtchev, la répression de la Commune hongroise... La conséquence ? Une diminution de confiance, moins de mordant. Toute cette politique a affaibli le camp ouvrier, et ce fut autant de gagné pour le capitalisme.

Les guerres coloniales

L'après-guerre a été caractérisé principalement dans le monde par le soulèvement des peuples colonisés, aspirant à l'indépendance nationale et au progrès social. Les puissances colonialistes ont résisté de différentes façons à ces mouvements qui leur faisaient

perdre d'immenses profits. L'impérialisme français se montra un des plus rapaces. Depuis la fin de la guerre il n'a cessé d'être en guerre contre les peuples coloniaux qu'il opprimait. Les propos actuels sur la « décolonisation » ne peuvent faire oublier ni les répressions sur plusieurs continents ni surtout les guerres du Vietnam et d'Algérie.

Le Parti socialiste a apporté le concours le plus précieux à l'impérialisme français contre les peuples colonisés. Les noms de Moutet, Lacoste, Naegelen, Guy Mollet... sont associés à ces deux guerres. La social-démocratie fut vraiment, selon l'expression de Lénine, le social-impérialisme.

Aucun peuple colonisé n'attendait quoi que ce soit en sa faveur de la part des socialistes. Par contre, les espoirs étaient grands dans le Parti communiste. N'avait-il pas été constitué en 1920 sur la base des « 21 conditions » d'appartenance à l'Internationale Communiste, dont la huitième disait :

« Tout parti qui désire appartenir à la III^e Internationale est tenu de dévoiler impitoyablement les prouesses de ses impérialistes dans ses colonies, d'appuyer non seulement en paroles, mais dans les faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

N'avait-il pas eu une tradition glorieuse de lutte contre l'impérialisme, au moment de la guerre du Maroc en 1925 ? Malheureusement ces espoirs furent déçus, et même fort cruellement, sur la question algérienne.

La guerre du Vietnam ne remua pas beaucoup le pays, parce qu'on n'y fit pas appel au contingent. Dans l'attitude du P.C.F., il faut rappeler un épisode que le temps a un peu fait oublier. Dans les premiers mois de cette « sale guerre », il y avait des ministres communistes. Ils votèrent par solidarité ministérielle les crédits pour la guerre du Vietnam, les autres députés communistes s'abstinrent. On voit à quoi menait la collaboration à un gouvernement bourgeois. Par la suite, le P.C.F. s'opposa à la guerre du Vietnam, surtout d'une manière propagandiste. Il n'y eut que très peu d'actions efficaces (refus de charger des navires...). On doit aussi souligner que le P.C.F. présente Dien-Bien-Phu comme une défaite de la France. Non, ce fut une défaite du capitalisme français, une victoire des travailleurs du monde entier, une victoire des travailleurs français.

La perte du sens de classe devait avoir des conséquences plus tragiques dans le cas de l'Algérie.

La lutte actuelle du peuple algérien a commencé le 1^{er} novembre 1954. Mais il y avait eu en Algérie des luttes avant cette date, et les Algériens n'ont particulièrement pas oublié les événements du Constantinois de 1945. Au moment de l'armistice, en mai de cette année-là, les Algériens à qui on avait fait de belles promesses pour les enrôler dans l'armée française manifestèrent pour leur indépendance. Les autorités françaises firent tirer sur eux, recourant entre

autres à l'aviation. On estime le nombre des victimes à environ 45.000 pour le seul Constantinois.

Cette répression fut exercée par un gouvernement dans lequel se trouvaient des ministres communistes. Non seulement ils ne se désolidarisèrent pas de cette répression, mais à l'époque, le P.C.F. la justifia en calomniant ignominieusement le peuple algérien et les dirigeants de son mouvement de libération :

« Une délégation commune du P.C.F. et du P.C. Algérien a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti Populaire Algérien (3) et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. »

Dans un appel, le C.C. du P.C.F. exige la répression contre les militants du mouvement de libération du peuple algérien :

« Il faut tout de suite châtier impitoyablement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. »

(L'Humanité, 12 mai 1945.)

Pas un mot, on le voit, contre la répression.

Quelques semaines plus tard, le délégué du P.C. algérien, soumis à la direction du P.C.F., se fit applaudir au 10^e Congrès de ce parti quand il déclara :

« Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents, conscients ou inconscients, d'un autre impérialisme. »

Hitlériens, agents impérialistes, voilà comment étaient qualifiés les militants algériens que les gouvernements français allaient, depuis cette date, pourchasser tandis que mûrissait la révolution algérienne.

Quand la révolution algérienne éclata en novembre 1954, la direction du P.C.F. condamna le mouvement en ces termes :

« ...le Parti communiste français ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits. »

(Déclaration du Bureau Politique, Humanité, 9 novembre 1954.)

Des actes individuels... peut-être fomentés par les colonialistes ! Quelle clairvoyance des chefs « géniaux » ! Quant aux « droits » du peuple algérien mentionnés dans ce texte, il ne s'agit pas de l'indépendance.

Au cours de la guerre du Vietnam, et des années durant, le P.C.F. a défendu le mot d'ordre de « l'Union française », il le fera encore en 1956, alors que la guerre d'Algérie durait depuis deux ans. Alors que les dirigeants algériens propagent l'idée d'un Maghreb uni, le principal responsable du P.C.F. pour les questions coloniales, Feix, leur oppose :

« Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union française. »

(Cahiers du communisme.)

Fajon, membre du Bureau Politique, le 13 avril 1956, se déclare :

(3) Le P.P.A. était à cette époque le nom de l'organisation de masse du mouvement de libération nationale en Algérie d'où est sorti le F.L.N.

« pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union française. » (souligné par nous.)

Thorez lui-même s'exprime dans le même sens :

« Le droit au divorce n'entraîne pas l'obligation de divorcer. »

La position du P.C.F. est liée à une conception selon laquelle l'Algérie n'est pas encore une nation, mais seulement une « nation en formation » dans « le mélange de vingt races ». Cette conception se trouve exprimée dans un discours que Thorez prononça en février 1939, où nous relevons certains passages savoureux :

« Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites et vous aussi, les Musulmans arabes et les Berbères... »

Les Arabes et les Berbères, pour Thorez, viennent en dernier : « Vous aussi ! Et en quels termes il parle des Français d'origine :

« des Français et quels Français ! Les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens. »

A mettre ainsi les pieds-noirs au premier rang des bâtisseurs de la nation algérienne, on comprend qu'il ait fallu du temps à Thorez pour s'apercevoir que la lutte en Algérie, c'était celle d'une nation consciente d'elle-même. C'est seulement dans le courant de 1958 que cette idée d'une « nation en formation » fut discrètement abandonnée, sans autocritique, et que le P.C.F. enfin défendit l'indépendance de l'Algérie.

Le 2 janvier 1956 les élections portaient au pouvoir le « Front républicain » formé des socialistes et des radicaux avec pour mandat de faire la paix en Algérie. Mais, à peine devenu chef du gouvernement, Guy Mollet capitule devant les fascistes à Alger et décide d'accentuer la guerre en Algérie. Pour ce faire, il demande au Parlement des « pouvoirs spéciaux » qui doivent permettre en particulier d'établir un régime d'état de siège en Algérie et d'y envoyer le contingent. Le 12 mars les élus du P.C.F. votent les pouvoirs spéciaux, sous prétexte de ne pas rompre l'alliance avec la social-démocratie. L'alliance pour faire la guerre au peuple algérien, voilà ce que signifiait le vote des pouvoirs spéciaux.

Depuis la fin de 1955, des manifestations de soldats contre leur envoi en Algérie s'étendaient à l'ensemble du territoire. En avril-mai 1956 les rappelés arrêtent les trains dans tout le pays, les manifestations aux gares se multiplient, des émeutes éclatent, notamment à Grenoble. La direction du P.C.F. — qui se targue si souvent de mettre l'action des masses au-dessus de tout — dénonce les mouvements comme l'œuvre de « provocateurs ». Les mouvements des rappelés s'effritent. Une possibilité d'arrêt de la guerre d'Algérie par l'action des masses est manquée.

Les travailleurs algériens en France qui participent au combat de leur peuple sont traqués par la police. Abandonnés par les directions ouvrières, ils ne trouvent d'aide que de la part de petites for-

mations ou d'individus. Quand la répression frappe ceux-ci (procès Jeanson, etc.), quand des intellectuels, devant la carence des organisations, reconnaissent le « droit à l'insoumission », les dirigeants du P.C.F. donnent des leçons d'actions de masse et de travail dans l'armée... tous deux inexistantes. Alors qu'ils avaient fait une campagne gigantesque pour la libération du marin Henri Martin lors de la guerre du Vietnam, ils ne parlent qu'épisodiquement de Liechti et encore moins de bien d'autres emprisonnés qui ont lutté dans l'armée contre la guerre d'Algérie. Ils se permettent de donner des leçons aux travailleurs algériens qui, placés dans des conditions intolérables, ont recours à la violence. Ils excluent aussi des rangs du P.C.F. tout membre qui, de sa propre initiative, a apporté son appui à l'activité du mouvement algérien en France.

Lorsque, pour la première fois depuis le commencement de la guerre d'Algérie, une organisation de masse, l'Union Nationale des Etudiants de France, organise une manifestation centrale dans Paris, le 27 octobre 1960, contre cette guerre, la direction du P.C.F. et celle de la C.G.T., sous prétexte qu'elles sont prises comme une « force d'appoint », se dérobent et se replient sur des manifestations locales d'une portée politique incomparablement moindre. « Force d'appoint », la direction du P.C.F. n'avait pas hésité à l'être le 12 mars 1956 pour voter les pouvoirs spéciaux, et dans combien de manifestations patriotardes contre la C.E.D., le réarmement allemand, etc.

La direction du P.C.F. se prononce à présent pour des négociations avec le « G.P.R.A. », mais elle continue à le faire au nom de prétendus « intérêts français » à défendre. Depuis quand des marxistes connaissent-ils des intérêts qui soient au-dessus des classes ? Les seuls « intérêts français » en Algérie sont des intérêts capitalistes. Les ouvriers français n'y ont pas d'autre intérêt que la victoire de la Révolution algérienne.

Il faut enfin ajouter que jamais la direction du P.C.F. n'a repris à son compte la qualification que les Algériens donnent à leur lutte, celle de **Révolution algérienne**. Pourtant, il était depuis longtemps visible que la lutte du peuple algérien allait bien au-delà de la conquête de l'indépendance nationale. Maintenant, il ne s'agit même plus de savoir apprécier les tendances profondes de cette lutte : le nouveau G.P.R.A. inscrit sur son programme l'établissement d'une société de type socialiste. En taisant ce fait, la direction du P.C.F. continue à empêcher la classe ouvrière française d'apporter à la Révolution algérienne l'aide à laquelle elle a d'autant plus droit que, si la défaite de mai 1958 ne s'est pas terminée en débâcle pour le mouvement ouvrier français, si de Gaulle ne s'est pas consolidé, si les fascistes ne peuvent se livrer qu'à des manifestations de désespérés, c'est avant tout aux sacrifices innombrables de la Révolution algérienne qu'on le doit.

III. — LE 13 MAI

Tandis que le mouvement ouvrier voyait ses positions s'affaiblir, tout ce qu'il y avait de réactionnaire et de fasciste se liguaient pour liquider le régime démocratique, avec l'espoir de pouvoir écraser le peuple algérien dans le sang. Le signal de l'assaut est donné le 13 mai 1958 à Alger. Une coalition des pieds-noirs et des généraux et colo-

nels de la « guerre psychologique » se rebelle contre le gouvernement dirigé alors par le M.R.P. Pflimlin. La crise de régime est ouverte.

Personne ne pouvait à ce moment-là, étant donné l'affaiblissement de la classe ouvrière, garantir le succès dans le combat. Mais il fallait en tout cas engager le combat, car ne pas le faire était la pire des défaites. Or qu'avons-nous vu ?

Dans le Parti socialiste, pendant que les élus palabraient pour la défense de la démocratie, Mollet dans le dos même de son parti se faisait le fourrier de de Gaulle et l'aidait à se hisser au pouvoir.

Quant à la direction du P.C.F., elle va faire corps avec les démocrates de toute espèce, les radicaux, les socialistes, etc. A l'Assemblée nationale, elle va voter encore des « pleins pouvoirs », cette fois-ci pour Pflimlin qui, dans la coulisse, prépare la passation des pouvoirs à de Gaulle ; elle va aussi y rendre hommage à l'armée française. Elle commence par s'incliner devant l'interdiction de réunions et de manifestations. La C.G.T. organise quelques arrêts limités de travail, mais qui sont bien insuffisants pour changer la situation. La seule grande manifestation, celle du 28 mai, de la Nation à la République, a lieu après que les bourgeois aient dénoué la crise en faveur de de Gaulle. C'est la classique « soupape de sûreté », des sortes de funérailles de la IV^e République. A ce propos, notons que la direction du P.C.F., ce jour-là, a répondu à l'appel lancé par un groupe de radicaux et de socialistes, sans objecter comme elle le fit plus tard à l'U.N.E.F. qu'en l'occurrence elle apportait à ceux-ci une « force d'appoint » sans laquelle la manifestation n'aurait pas eu une ampleur comparable.

La victoire de de Gaulle, ce fut une grande défaite de la classe ouvrière en France, la plus importante défaite que la classe ouvrière internationale ait subie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Immédiatement après vinrent en France des mois d'accablement, de désarroi. Depuis lors, le mouvement revendicatif a connu une certaine reprise. Mais, sur le plan politique, cette défaite pèse encore très lourdement.

La direction du P.S. présente le régime gaulliste comme un « moindre mal », en face d'un pouvoir fasciste. Il est aisé de constater que la force des fascistes est actuellement minime en France, qu'une tentative de leur part serait vaincue par un mouvement ouvrier fouetté par une telle provocation. La réalité est que la direction Mollet préfère le régime gaulliste à une politique de front unique avec les communistes qui pourrait mettre en danger le système capitaliste par les conséquences possibles d'une telle entente.

La direction du P.C.F. rejette la responsabilité de la défaite de mai 1958 sur les autres, sur le P.S., les radicaux, le M.R.P., etc. Il n'est pas question de dissimuler, de nier ou de minimiser le rôle de ces diverses formations. Mais il y aura toujours en régime capitaliste des « autres », des bourgeois de gauche, des socialistes réformistes, etc. La politique d'un parti qui se prétend communiste sinon révolutionnaire est correcte quand elle parvient à mobiliser les masses dans des actions telles que l'influence des « autres » soit la plus réduite possible. Or, la politique du P.C.F. depuis la Libération, comme nous l'avons montré, a entraîné une détérioration des posi-

tions de la classe ouvrière, affaibli sa conscience de classe en y introduisant une idéologie patriotarde, pacifiste, néoréformiste. La victoire de de Gaulle, survenant une quinzaine d'années après la poussée révolutionnaire qui marqua la fin de la deuxième guerre mondiale, a été le produit de la carence et de la trahison des directions traditionnelles, celles du P.S. et du P.C.F. — chacune à sa façon différente.

IV. — COMMENT SE LIBERER DU REGIME GAULLISTE

Parce que le régime gaulliste présente des signes d'usure, la question de sa succession a été posée. Parti socialiste, Parti socialiste unifié, Mendès-France, radicaux, M.R.P., Parti communiste français discutent de formules différentes de « regroupement » qui, toutes, ont cependant un point commun : ils parlent de rétablir la « démocratie ». Le contenu de cette démocratie n'est certainement pas le même pour chacune de ces formations ; mais dans tous les cas il s'agit, si « rénovée » que soit cette démocratie, de la **démocratie bourgeoise**. Le programme voté au 15^e congrès du P.C.F. (1959) bannit, en effet, toute forme de double pouvoir que pourraient constituer les comités de base, et le Parlement dominerait sans partage. D'autre part, toutes ces formations n'envisagent qu'une **transition pacifique** du régime bonapartiste à la démocratie. C'est commettre une double erreur.

Tout d'abord, il ne faut pas croire que le régime gaulliste se comportera comme un vulgaire ministère de la III^e ou de la IV^e République. Les avertissements n'ont pas manqué de la part de de Gaulle : il est prêt à user de tous les pouvoirs pour maintenir son régime. Celui-ci est venu au monde grâce à un coup de force de l'armée ; il disparaîtra, non à coups de bulletins de vote mais par la force, sous de puissantes actions de masse venant à bout des forces de coercition de l'Etat. Le capital n'a aucun intérêt, au contraire, à éliminer un régime de pouvoir personnel qui correspond à ses besoins profonds.

Ensuite, la perspective d'un retour à la démocratie, plus ou moins améliorée sur les bords, ne peut exercer une véritable attraction sur les masses travailleuses. En dépit de l'hostilité au régime de pouvoir personnel, le dégoût reste profond pour celui de la IV^e République, et de Gaulle sait l'exploiter dans ses discours. En outre, les plus clairvoyants, les plus combattifs des militants ont gardé en mémoire ce qui s'est passé à partir de 1945. La démocratie bourgeoise n'est plus un régime viable, nous l'avons largement démontré ; les capitalistes français, depuis plus de 25 ans, ne sont retournés à elle que lorsqu'ils étaient menacés dans leur domination sur la société et leurs propriétés par de puissants mouvements révolutionnaires des masses. Si on veut, d'une façon réaliste, ouvrir une perspective qui soit sérieuse et attire les travailleurs, il faut les appeler à combattre non pour une nouvelle expérience de démocratie bourgeoise, mais **pour la construction d'une société socialiste**.

Il n'est pas vrai que cela soit au delà de la conscience des ouvriers de France. La majorité d'entre eux vote communiste non pas parce

qu'ils sont d'accord avec la politique chauvine de Thorez, mais parce qu'ils aspirent à un autre régime que le système capitaliste. C'est également vrai pour une certaine partie des électeurs du P.S., qui n'ont pas de sympathie pour Guy Mollet.

On objectera : si les ouvriers sont pour le socialisme, il y a la petite bourgeoisie qui ne l'est pas ; et la classe ouvrière, si elle veut conquérir le pouvoir ne doit pas s'isoler de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, elle doit en gagner une partie et en neutraliser une autre. Tout à fait vrai ! Mais l'erreur consiste à penser que la petite bourgeoisie, surtout ses couches les plus défavorisées, est profondément attachée à la démocratie bourgeoise, aux méthodes parlementaires et par principe hostile au socialisme. Une bonne partie de l'intelligentsia est déjà acquise aux idées du socialisme. La petite bourgeoisie, il s'agit beaucoup moins de la gagner par la propagande pour le socialisme que par la puissance, la force d'attraction de la classe ouvrière. Tout ouvrier sait par expérience que lorsque sa classe se montre forte et résolue, les petits boutiquiers la soutiennent ; mais quand elle se montre irrésolue et se livre à des luttes sans savoir ce qu'elle veut, ces mêmes petits boutiquiers se retournent contre elle. Le fascisme a gagné d'importantes couches de la petite bourgeoisie quand la classe ouvrière guidée par des directions incapables se montrait désorientée, et il l'a fait non pas par des moyens parlementaires et avec un programme modéré, mais en usant de la violence et en mettant démagogiquement dans son programme des mots d'ordre anti-capitalistes. La crise de la démocratie bourgeoise, c'est surtout dans la petite bourgeoisie qu'elle s'exprime violemment. La petite bourgeoisie désemparée oscille entre la révolution et la contre-révolution, entre la classe ouvrière et le fascisme.

Une des plus grosses fautes de la politique du P.S. et du P.C.F. envers les petits commerçants, les petits paysans, ce fut de se conduire comme des députés radicaux, pseudo-défenseurs du petit commerce, du petit lopin de terre. Il fallait, dans la meilleure tradition marxiste, expliquer à ces couches sociales que sous le régime capitaliste elles étaient odieusement expropriées par le grand capital, les banques, les monopoles, que le progrès social ne permettrait pas de conserver ces formes anciennes et qu'un pouvoir ouvrier leur assurerait une **transition sans coercition** vers le socialisme. S'il est vrai que l'exemple soviétique ne soit pas pour témoigner dans ce sens et les attirer, un autre exemple — celui de la Yougoslavie — montre que, dans des sociétés plus développées économiquement, la marche au socialisme peut se faire en ce qui concerne les classes moyennes avec leur participation volontaire et consciente, à des rythmes décidés en accord avec eux.

Pour mobiliser les masses travailleuses contre le régime gaulliste en vue de la lutte pour un pouvoir des travailleurs, on ne peut ni les appeler de façon abstraite au socialisme, ni se borner à un programme minimum de revendications immédiates dans le cadre du régime. Il faut présenter un programme de revendications et de mots d'ordre qui non seulement satisfasse les besoins immédiats des masses ouvrières et des couches de la petite bourgeoisie à gagner, mais aussi leur ouvre la perspective de la construction d'une société socialiste, en soulignant que, si des pays aussi arriérés que l'étaient tous ceux qui ont aboli

jusqu'à présent le capitalisme, ont fait des progrès gigantesques, il est certain que des pays aussi économiquement développés que la France pourront, dans les conditions d'un pouvoir ouvrier, faire des progrès incomparablement plus grands et ce, sans les souffrances qu'ont connues les pays pauvres.

Un tel programme, combinant des revendications immédiates, des mots d'ordre mobilisateurs plus larges contre le régime, et des revendications qui sont susceptibles de n'être satisfaites que dans un régime nouveau, est seul capable de correspondre à la dynamique de la lutte nécessaire, partant des préoccupations les plus directes pour s'étendre jusqu'aux objectifs anticapitalistes. C'est en intégrant la lutte sur les revendications immédiates dans une perspective de lutte générale pour un pouvoir ouvrier, que la stimulation indispensable sera donnée aux mouvements des masses travailleuses.

Ce programme anticapitaliste, le Parti Communiste Internationaliste n'a pas la prétention de l'élaborer seul. Il ne peut être mis au point qu'à travers de larges discussions dans des assemblées d'ouvriers, de ménagères, d'intellectuels, de soldats, de petits commerçants, de petits paysans. Cependant, il est d'ores et déjà possible de donner quelques grandes revendications qui encadreront l'ensemble des mesures qu'exigeront les masses laborieuses. Voici celles qui nous paraissent les plus essentielles :

— il faut assurer une élévation générale du niveau de vie des masses travailleuses, par une augmentation des salaires, des pensions et des retraites. Il faut se garantir contre la menace du chômage par la limitation de la semaine de travail à 35 heures, en raison de l'accroissement de la productivité.

— Il faut nationaliser sans indemnisations les industries et entreprises clés, supprimer le secret commercial qui permet tous les tripotages, établir le monopole du commerce extérieur, instaurer le contrôle ouvrier préparant la gestion des travailleurs, et diriger l'économie au moyen d'un plan dont les objectifs principaux seraient :

- a) de rattraper les retards dont souffre la société française en matière de logements, d'écoles, de routes ;
- b) de fournir des produits dont les masses ont le plus besoin ;
- c) d'assurer une aide effective et sans contre-partie politique aux peuples autrefois colonisés par l'impérialisme français et aux autres pays autrefois colonisés.

— il faut dissoudre la police et les corps de répression anti-ouvrière, chasser les officiers fascistes, et donner les droits politiques aux soldats ; remplacer l'armée de métier et la police par un système de milices.

— il faut alléger considérablement l'administration et notamment remplacer nombre d'organismes parasitaires coûteux et tracassiers par le contrôle organisé par des comités populaires élus, seuls capables de venir à bout des fraudes et des escroqueries.

— il faut prendre l'initiative d'une législation sociale audacieuse pour l'enfance, pour la jeunesse (prolongation de la scolarité, pré-salaire aux étudiants, vote à 18 ans...) pour les femmes (contrôle des naissances, droit à l'avortement).

— pour la paysannerie : application aux ouvriers agricoles de toute la législation ouvrière ; nationalisation des grandes exploitations agricoles capitalistes ; établissement de fermes modèles d'Etat et dévelop-

pement de l'enseignement agricole ; fourniture d'outillage, de produits manufacturés à bas prix, et ouverture de crédits à bon marché en vue de favoriser le regroupement volontaire des paysans petits et moyens sous formes de coopératives de production et de vente.

— sur le plan international, il faut abolir tous les rapports qui assujettissent encore des peuples, économiquement ou politiquement, à la France.

Il faut aussi dégager le pays de toute alliance militaire, en premier lieu par le retrait de l'O.T.A.N. Une France socialiste, dans les conditions du monde actuel qui exigent de grands ensembles économiques et politiques formés de pays de même niveau économique pour qu'il n'y ait pas un colonialisme camouflé, se ferait l'initiatrice d'une politique pour la création d'une Fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe, elle-même dans une Confédération internationale d'Etats ouvriers, seule garantie de la paix dans le monde.

Il ne suffira pas de mobiliser les masses pour un tel programme, il faudra un gouvernement pour en diriger la réalisation. Or, aucun gouvernement de coalition avec des partis bourgeois ne pourra le mettre en œuvre. Le seul gouvernement qui puisse le faire sera un *gouvernement des ouvriers et paysans*, constitué par les organisations ouvrières, s'appuyant sur les masses travailleuses organisées et armées, contrôlé par elles. Ce gouvernement convoquera une Assemblée chargée d'élaborer une Constitution socialiste. C'est la condition essentielle pour que ne se renouvelle plus l'expérience de 1945 et des années qui suivirent, pour qu'on ne loupe plus le coche. A ceux qui nous objecteraient : comment pouvez-vous à la fois dénoncer les trahisons des directions et préconiser un gouvernement ouvrier constitué par ces mêmes organisations ? Nous répondons : il faut partir du mouvement ouvrier tel qu'il est, non tel qu'on le souhaiterait. La classe ouvrière veut lutter avec ses organisations actuelles et n'est pas prête à en construire de nouvelles avant d'avoir épuisé son expérience avec celles-ci. Enfin, sous de très grandes poussées ouvrières, les directions peuvent être amenées à aller au delà des objectifs qu'elles se sont fixées.

Etablir un programme, proposer un gouvernement des organisations ouvrières, mais nous objectera-t-on également, comment y parvenir, *par quels moyens*, quand on sait par une dure expérience que la classe ouvrière est divisée, que son unité dans l'action est très difficile à réaliser, et que sans elle il est impossible d'attirer les classes moyennes ?

Effectivement, la question du *front unique* ouvrier est décisive. La direction socialiste et la direction « Force Ouvrière » y sont délibérément hostiles, mais elles ne peuvent pas ne pas tenir compte de la pression des plus larges masses quand elle s'exerce irrésistiblement, comme on l'a vu en 1936 et en 1945. En matière de *front unique* ouvrier, la direction du P.C.F., tout en préconisant celui-ci, a commis de graves erreurs et recourt à des moyens qui ne peuvent inspirer confiance.

Erreur que d'osciller, dans la question du programme, entre une acceptation d'un programme réformiste d'alliance avec la bourgeoisie (comme ce fut le cas pendant les grandes poussées ouvrières de 1936 et de 1945), et la proposition d'un programme ou de mots d'ordre répondant aux besoins de la diplomatie soviétique (comme ce fut le

cas pour toute la politique « nationale » du P.C.F.). Ce qui importe, c'est que le programme soit compris par les plus larges masses comme répondant à leurs besoins essentiels ; c'est aussi que la politique du front unique ne consiste pas à faire une proposition de temps à autre, mais à mener des campagnes ininterrompues, pénétrant les masses.

Une politique de front unique de la part du P.C.F. ne sera entendue que si la direction de ce parti change fondamentalement sur un point. Elle donne aux bourgeois des garanties en ce qui concerne le respect de leur régime, invoquant les expériences de 1936 et de 1945 où elle a respecté la propriété et le pouvoir capitalistes. Ce que veulent les ouvriers, par contre, ce sont des garanties en ce qui concerne la *démocratie ouvrière, c'est-à-dire la possibilité aux différents courants politiques ouvriers de s'exprimer*. Il y a dans les masses travailleuses de France de multiples courants politiques qui traduisent l'hétérogénéité relative de la classe ouvrière ; si la force est nécessaire pour venir à bout de la classe bourgeoise, elle n'est pas du tout à sa place pour faire progresser politiquement les rangs du prolétariat. L'expérience et la persuasion seules peuvent le faire. Il y a dans la classe ouvrière de très légitimes craintes à l'égard des conceptions stalinienne défendues par la direction du P.C.F. sur le « parti unique », la crainte d'un « socialisme à la hongroise ». Ces conceptions stalinienne trouvent leur application dans la façon dont fonctionnent la C.G.T. et les fédérations et syndicats qui y adhèrent. La démocratie ouvrière n'y existe pas, les militants opposés à la politique de la direction sont évincés ou réduits au silence par des moyens bureaucratiques ; le *droit de tendance* (qui existe dans la C.G.T. italienne dirigée par des militants communistes) y est dénié. La suppression, le refus du droit de tendance dans la C.G.T. est en premier lieu un obstacle à la réalisation de l'*unité syndicale*, qui donnerait une impulsion formidable à tous les travailleurs dans la lutte contre le patronat et le régime. Mais c'est aussi un obstacle à la réalisation du front unique et à la lutte pour un gouvernement des travailleurs. Le refus du droit de tendance dans la C.G.T. aujourd'hui et la manière dont la direction du P.C.F. bafoue la démocratie dans son parti sont interprétés à juste titre comme la volonté d'instauration du parti unique, la mise dans l'illégalité des autres courants ouvriers même quand ils se placent sur une position de défense de l'Etat ouvrier et de la propriété collective, la liquidation des opposants par tous les moyens, au cas où les dirigeants du P.C.F. seraient à la tête du pouvoir.

Le front unique, ce n'est ni l'effacement des divergences doctrinales ni l'imposition d'un seul parti sur l'ensemble de la classe ouvrière. Le front unique, c'est l'action commune sur un programme, dans un climat permettant en même temps à tous les courants du mouvement ouvrier de défendre leurs doctrines et perspectives plus lointaines propres. Encore une fois, la réalisation de l'unité syndicale dans le cadre de la démocratie ouvrière, avec le droit de tendance, serait la manifestation la plus probante en faveur de la réalisation du front unique sur le plan politique.

Les organisations (partis et syndicats) sont indispensables pour assurer la permanence de la lutte des ouvriers. Mais elles sont loin de grouper tous les travailleurs. Aussi est-il également indispensable, dans

les périodes où l'ensemble des masses laborieuses entre en lutte, que celles-ci ne soient pas seulement des agents d'exécutions, mais qu'elles participent aussi à la prise des décisions. Le front unique ne peut être, sous une forme organisée, seulement une entente qui sera plus ou moins stable des organisations existantes, il doit aussi se réaliser dans un réseau de *comités élus* (dans les entreprises, dans les quartiers, dans les casernes, dans les villages) où fonctionnera la démocratie la plus large pour les travailleurs ainsi rassemblés, ce qui permettra que se déploie l'esprit d'initiative le plus puissant de ces masses.

Unité syndicale, front unique des organisations, comités de masse, à ces moyens d'organisation des plus grandes masses, il faut encore ajouter un élément indispensable à notre époque où, de toute évidence, le capital n'est pas disposé à abandonner le terrain sans combattre, où on le voit préparer des forces armées pour défendre son pouvoir. Lorsque le 22 avril dernier, un gouvernement comme celui de de Gaulle a fait appel aux masses contre la menace de parachutistes, les travailleurs ont trouvé tout naturel de constituer des milices et de demander des armes. Il ne peut y avoir de doute que la lutte des masses pour un programme anticapitaliste et pour un gouvernement des travailleurs amènera le capitalisme à organiser ou à renforcer des groupements armés contre les travailleurs. C'est pourquoi toute campagne pour un programme anticapitaliste, pour un gouvernement des travailleurs, doit également propager la nécessité de l'organisation, à une étape appropriée de la lutte, de **milices ouvrières** et de **l'armement du prolétariat**. Il n'y a en cela aucun aventurisme, il ne s'agit pas de former dès maintenant des groupes clandestins — ce qui pourrait favoriser les provocations policières — il s'agit, pour reprendre une formule de Lénine, d'« *armer les travailleurs du désir de s'armer* », de sorte que, lorsque les circonstances l'exigeront, ils seront prêts à le faire.

V. — UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

Une perspective socialiste, un objectif : le gouvernement ouvrier et paysan, des moyens de rassemblement des masses, à cela il faut ajouter, pour assurer la victoire, une direction révolutionnaire, c'est-à-dire une avant-garde d'ouvriers et d'intellectuels marxistes révolutionnaires. *Aucune classe opprimée n'est parvenue au pouvoir sans un parti révolutionnaire pour guider ses forces*. Où en sommes-nous à présent en France ?

Il ne faut nourrir aucun espoir dans le Parti socialiste, qui a été et reste un agent fidèle du capitalisme, et qui désormais n'exerce d'influence que sur une partie politiquement arriérée de la classe ouvrière.

Un nouveau parti s'est formé après l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, le Parti Socialiste Unifié, par fusion d'une aile gauche sortie du Parti socialiste et de divers groupements. Le vocabulaire parfois « gauche » de ce parti ne peut cependant faire illusion quant à ses capacités de direction révolutionnaire. Il comporte une droite qui n'est même pas socialiste mais radicale, comme en témoigne son leader Mendès-France. A l'extrême-gauche de ce parti se trouvent des militants vraiment révolutionnaires qui ont été éparpillés au cours des

années passées par la politique du P.C.F. et qui ont rejoint le P.S.U. pour ne pas rester isolés. Au centre de ce parti se trouve la direction, ayant la nostalgie du P.S. de Blum et qui n'a pas pu suivre Mollet dans l'acceptation du gaullisme. Une telle organisation n'a aucune cohésion doctrinale, aucune force théorique, aucune discipline intérieure. Au cours de grands événements, cette organisation sera écartelée et, par conséquent, ne pourra pas jouer de rôle dirigeant. Seuls ses militants révolutionnaires trouveront leur place dans le regroupement qui conduira au parti de la révolution socialiste.

Le Parti Communiste Français incontestablement dispose à présent de l'influence prépondérante dans la classe ouvrière et, surtout, contient dans son sein la plus grande partie de l'avant-garde révolutionnaire, militante, du prolétariat. Nous avons, tout au cours de cette brochure, indiqué que la politique suivie par la direction du P.C.F., étant donné le poids qu'elle exerce sur l'avant-garde du prolétariat, sur les militants qui ont une autorité sur leur classe a contribué, plus que toute autre chose, à affaiblir les positions de la classe ouvrière. Nous avons dénoncé cette politique opportuniste, au fond réformiste, de pression sur la bourgeoisie et non de lutte pour le pouvoir. Nous en avons expliqué la cause dans la subordination à la bureaucratie soviétique conservatrice. C'est pourquoi nous estimons que ce parti, qui dépend d'une couche sociale aussi hostile à la révolution socialiste mondiale, ne pourra jamais redevenir le parti révolutionnaire qui fut fondé en 1920, à l'appel de la Révolution russe et de l'Internationale Communiste ; c'est pourquoi nous avons fondé le *Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale)* qui lutte, en commun avec les sections de la IV^e Internationale dans plus de trente pays, sur tous les continents, à construire de nouveaux partis révolutionnaires de masse organisés dans une IV^e Internationale de masse continuateur de la III^e Internationale, du temps où elle fut dirigée par Lénine et Trotsky.

Nous appelons tous ceux que l'expérience du mouvement ouvrier français et international a amenés à cette conclusion à rejoindre nos rangs.

Nous savons, toutefois, que, dans les conditions actuelles, en raison de notre faiblesse numérique, de très nombreux militants révolutionnaires se refusent à le faire parce qu'ils croient qu'il serait plus aisé de redresser le P.C.F. Redresser ce parti, nous ne pensons pas qu'on puisse y arriver ; jamais un parti plongé dans l'opportunisme, préconisant les voies parlementaires, ne s'est transformé en parti révolutionnaire. Au contraire, c'est par l'éclatement d'un tel parti que s'est formé notamment le P.C.F. (scission de Tours). C'est pourquoi nous sommes tout à fait certains que la voie de formation du parti révolutionnaire en France passe en très grande partie par la formation et la lutte d'un courant révolutionnaire au sein de ce P.C.F. Depuis plusieurs années, nous agissons dans ce sens, sans qu'il y ait machiavélisme de notre part. Il existe d'ores et déjà dans le P.C.F., indépendamment de notre propre intervention, des militants opposés à la politique de la direction, qui, en raison du régime intérieur de ce parti, y agissent clandestinement. Ce sont les conditions qui sévissent dans ce parti qui obligent les partisans d'une politique

révolutionnaire (soit pour tenter de redresser ce parti, soit pour en créer un nouveau) à employer des formes qui seraient impensables dans un parti au régime démocratique. Toute l'histoire de ce parti, notamment depuis la Libération, a souligné l'absence de démocratie. Il nous suffira d'en marquer quelques épisodes les plus éclatants. En 1948, la Yougoslavie est décrétée « Etat fasciste », et qui n'approuve pas ce point de vue est exclu. En 1952, Marty est exclu du P.C.F., qualifié de « policier », et personne n'a le droit de le défendre sous peine d'exclusion. En 1956, alors que le monde entier connaît le rapport de Khrouchtchev sur le culte de la personnalité de Staline, la direction du P.C.F. parle d'un « prétendu rapport », et un très grand nombre d'intellectuels révolutionnaires sont mis en demeure de se taire ou de quitter le parti. En 1960-61, ce sont encore deux membres du Bureau Politique, Casanova et Servin, qui sont éliminés de tous les organismes de direction sans que la base du P.C.F. ait jamais entendu d'eux-mêmes un mot sur leurs positions condamnées par Thorez.

Si des hommes qui occupèrent des postes au Bureau Politique du P.C.F. ont été dans l'incapacité de se faire entendre de la base du parti, il devient tout à fait légitime que ceux qui veulent défendre une politique révolutionnaire s'organisent clandestinement pour faire circuler leurs idées dans ce parti, pour préparer les grandes périodes de crise inévitables, quand des courants amples de militants révolutionnaires entreront ouvertement en lutte contre la politique opportuniste.

Le parti révolutionnaire en France se constituera par la fusion autour de notre programme, du courant révolutionnaire de masse issu du P.C.F., et des autres groupes d'avant-garde qui existeront dans le mouvement ouvrier français. Pour le moment, la lutte que nous menons pour ce nouveau parti passe par la combinaison de l'action publique, indépendante, du Parti Communiste Internationaliste, et d'un travail clandestin au sein du P.C.F. pour une politique révolutionnaire.

VI. — VERS LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS !

Après la lourde défaite de mai 1958, la remontée de la classe ouvrière, son retour à une lutte offensive contre le capitalisme, ne peuvent se faire que lentement et à travers de rudes combats. La politique gaulliste, notamment son refus à reconnaître la puissance de la Révolution algérienne et à négocier sur cette base avec le G.P.R.A., a déjà créé des conditions meilleures pour une remontée de la classe ouvrière. Les luttes revendicatives ne se sont arrêtées que pour une période limitée. Mais sur le plan politique, bien que des manifestations d'un réveil dans la jeunesse — d'abord dans la jeunesse universitaire, et récemment dans le contingent à l'occasion du putsch d'Alger du 22 avril — se soient produites, ce qui domine encore, dans les grandes masses, c'est malheureusement l'apathie.

La défaite de mai 1958, si lourde qu'elle ait été, ne peut être que limitée, étant donné qu'il s'agit d'un phénomène localisé au sein

d'un monde où la révolte gronde de partout ; où l'Algérie et Cuba s'engagent sur la voie du socialisme ; où les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ne cessent de porter des coups puissants au capitalisme ; où les Etats ouvriers, en dépit de régimes bureaucratiques, se développent rapidement, en même temps que les peuples dans ces pays aspirent de plus en plus à se débarrasser du corset bureaucratique. Même dans l'Europe et les Etats-Unis capitalistes, on voit dès maintenant poindre la fin des années de prospérité économique et les nuages s'amonceler sur l'horizon. En Belgique, de grandes luttes ont eu lieu ; en Angleterre, elles se préparent. Le capitalisme européen n'a pas retrouvé, il ne retrouvera jamais sa puissance politique d'antan. La lutte pour le pouvoir ouvrier, pour le socialisme, y reviendra à l'ordre du jour. C'est de la classe ouvrière, en premier lieu de ses militants d'avant-garde, qu'il dépend que la prochaine vague révolutionnaire n'avorte pas, comme ce fut le cas en 1920 et en 1945.

Le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) s'adresse à vous, ouvriers, militants d'avant-garde !

Le P.C.I. lutte pour le renversement du régime gaulliste, non en proposant le retour à une démocratie bourgeoise périmée, mais dans la perspective de la construction d'une société socialiste.

Le P.C.I. lutte pour le renversement du gaullisme, en proposant un programme anticapitaliste (nationalisations sans indemnisations, planification de l'économie, gestion et contrôle ouvriers sur l'économie), réalisable par le front unique des travailleurs portant au pouvoir un gouvernement de front unique des organisations ouvrières, s'appuyant sur des comités de masse et contrôlé par eux.

Le P.C.I. lutte pour la dissolution et le désarmement des forces de répression de l'Etat bourgeois et contre le fascisme en préconisant les milices ouvrières et l'armement du prolétariat.

Le P.C.I. lutte pour la libération totale, inconditionnelle, de tous les peuples et territoires colonisés par l'impérialisme français, pour l'abolition de tous les liens ouverts ou camouflés de sujétion économique ou politique.

Le P.C.I. lutte pour le retrait de tous les pactes et alliances (O.T. A.N.), pour une Fédération des Etats Unis socialistes d'Europe, pour une Confédération mondiale des Etats ouvriers.

Le P.C.I. lutte pour la formation d'un parti marxiste révolutionnaire de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse.

Rejoignez le P.C.I. ! Avec lui, luttiez

POUR UN PARTI MARXISTE REVOLUTIONNAIRE !

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.
(Section française de la IV^e Internationale.)

Octobre 1961.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS » (mensuel)

1 an..... 10 NF

C.C.P. « La Vérité des Travailleurs », 6965-68 Paris
64, rue de Richelieu, Paris

« QUATRIEME INTERNATIONALE » (trimestriel)

1 an..... 9 NF

C.C.P. P. Frank; 12.648-46 Paris
64, rue de Richelieu, Paris.

L I S E Z :

L. Trotsky. — ECRITS, tome I	5 NF
L. Trotsky. — ECRITS, tome II : (Où va la France ?)	5 NF
L. Trotsky. — ECRITS, tome III: (Allemagne 1933. La révolution espagnole)	16 NF
Les Bolcheviks contre Staline	4 NF
M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme	4 NF

A paraître prochainement :

L. Trotsky. — La Révolution trahie	9 NF
La grève belge de 1960-61	1 NF
M. Pablo. — La guerre qui vient	2 NF
E. Germain. — Problèmes économiques de l'U.R.S.S.	0,80 NF

(Commandes à « Quatrième Internationale »,

64, rue de Richelieu - Paris.

1 NF